

n°373 11/12/2013 2€50

# Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

# ENSEMBLE

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE  
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

# FISCALITE : TRAVAILLER

Les dernières années n'ont pas manqué de débats sur la fiscalité. Taxe carbone, TVA sociale, taxe sur les transactions financières et tranche à 75% ont fait coulé beaucoup d'encre et parfois même divisé la gauche sociale et écologiste.

Ces débats au cas par cas, sans être dénués de fondement, restent partiels et ne permettent pas de définir une politique d'ensemble. On ne peut toucher à un élément de la fiscalité sans remettre en cause l'équilibre d'un édifice fiscal maintes fois retouché, réparé, aménagé.

C'est donc à une réflexion globale qu'il faut s'attacher en s'interrogeant sur les finances publiques toutes entières, celles de l'Etat des collectivités locales comme celles des services publics et de la protection sociale.

Côté dépenses, il faut s'interroger sur leur finalité, sur l'utilité de telle ou telle, sur les groupes sociaux bénéficiaires, sur les choix politiques qui les justifient.

Côté recettes, il s'agit de dégager les principes sur lesquels s'appuyer pour financer les dépenses. Ces questions interrogent le projet alternatif dont nous sommes porteurs tout autant qu'elles constituent un enjeu majeur de la période présente.

A ce titre nos propositions doivent dépasser le cadre d'une société capitaliste, même sociale-démocratisée, et proposer un dispositif et des mesures qui constituent autant de pistes ouvrant la perspective d'une transition vers l'autogestion.

La finalité des dépenses publiques Au niveau des états, il s'agit avant tout de financer les services permettant à une société de vivre ensemble : établir les règles de fonctionnement et veiller à leur application. C'est ce qu'on appelle communément les fonctions régaliennes : faire la loi, maintenir l'ordre et la sécurité extérieure, rendre justice et battre monnaie. La régulation de la vie collective a,



LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHERENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS A ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT A RENFORCER NOTRE ACTIVITE, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

## Rouge & Vert

### Je m'abonne!

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»

Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :  
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,  
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro

Ont participé à ce numéro : Nawal BADAOU, Pascale BALBO MOSSETTO, Louis BERTRAND, Jean-Jacques BOISLAROUSSIE, Raphaëlle BRANGIER, Thomas CAPRON, Mathieu COLLOGHAN, Veronika DAAE, William ELIE, Henri FERAL, Vladimir FISERA, Jacques FONTAINE, Pierre GAYRAL, Lena GRIGORIADOU, Jean-Louis GRIVEAU, Neil JOBARD, Sabine LASNIER, Bernadette LAVAL, Jean-François LE DIZES Mehdi LÉVÉQUE, Roland MERIEUX, Michèle LEMAITRE, Jean-François MARTIN, Henri MERMÉ, Richard NEUVILLE, Pierre NOËL, Chris PERROT, Florian RIDEAU, Anne TEURTROY, Jacques THOMAS et Roger WINTERHALTER

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)  
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R. Merieux

imprimé par Expressions II :  
01 43 58 26 26

[WWW.ALTERNATIFS.ORG](http://WWW.ALTERNATIFS.ORG)



## COORDINATION DES ALTERNATIFS

du samedi 11 janvier à 14h au dimanche 12 janvier à 16h

### SAMEDI 11 JANVIER

**14h-15h30** : Echange sur le nouveau profil des Alternatifs, projet de courte déclaration

**15h30-17h** : Supports et initiatives des Alternatifs

- presse écrite
- internet
- journées d'étude
- journées d'été

**17h-17h15** : Pause

**17h15-19h** : Analyse des premiers pas d'Ensemble, propositions des Alternatifs

### DIMANCHE 12 JANVIER

**9h15-11h** : Animation et organisation des Alternatifs

- Collectif large d'animation : tâches et désignation
- Collectif d'évaluation : tâches et désignation
- comité de rédaction de notre presse et aide pour le site national

**11h-11h15** : Pause

**11h15-12h15** : Budget et barème de participation financière

**12h15-13h** : Votes éventuels

**13h-14h** : Repas en commun sur place

**14h-15h** : Point sur les Municipales

**15h-16h** : Rapide réunion du collectif d'animation pour mise en oeuvre des décisions

### ERRATUM

Le compte rendu des votes du congrès des Alternatifs, page 2 de « Rouge et Vert » 372 comportait une erreur. Le vote sur le quittus financier : pour 86 %, abstentions 14 %

sous l'effet de la complexification de nos sociétés, conduit les états (au sens large, incluant les pouvoirs décentralisés) à s'intéresser à d'autres domaines: la cohésion sociale (la « fraternité » de la devise de la République française) ; la création et la gestion des biens et services collectifs ; la régulation de la vie économique.

A qui profitent-elles ?

Il paraît évident que les fonctions dites « régaliennes » sont au service collectif de tous les citoyens, même si certains ont plus intérêt que d'autres au bon fonctionnement de la société.

Les biens et services collectifs sont très divers, de la formation/éducation aux différents réseaux, de la santé aux industries d'armement. Pour chacun d'eux, les bénéficiaires sont divers et l'usage qui en est fait peut consister en consommation finale des particuliers (faible pour l'armement), en consommation collective (bénéfice de biens communs par exemple), en consommation intermédiaire des entreprises,

ou encore en avantages externes dont elles bénéficient dans le processus de production.(réseaux de transport, formation de la main d'oeuvre etc...)

La régulation de la vie économique bénéficie au processus de production et d'échange. Il impacte peu les particuliers, sinon de façon indirecte (faillites, fermetures d'établissement, choix de politique économique etc.

Le budget des états est également un outil d'animation des politiques. Citons les principaux buts recherchés:

- la redistribution des richesses (progressivité de l'impôt, dégrèvements, impôt négatif, etc.)
- les actions anticycliques
- la régulation conjoncturelle à travers la gestion du solde budgétaire l'action sur le coût du travail
- la protection des producteurs nationaux (droits de douanes)

La fiscalité française est fondée sur le principe de non affectation des recettes. L'impôt sur le revenu, la TVA, l'impôt sur les bénéfices comme les timbres fiscaux et les divers impôts sur le patrimoine sont mis dans un pot commun. C'est un principe qui ne facilite pas le contrôle et l'implication des usagers dans les décisions.

Dans les dernières décennies les redevances pour utilisation des services publics ont crû et se sont multipliées (Redevances aériennes, péages routiers, frais d'inscription, forfait judiciaire, etc.) La vieille concession de travaux publics fait son retour sous le terme plus moderne de Partenariat Public/Privé, tandis que le secteur marchand gère de plus en plus de service publics (en concession comme les autoroutes, aéroports etc., ou sous contrat comme la santé, l'action sociale et le service aux personnes, l'éducation, la production/distribution d'énergie etc.).

La gestion commerciale commence même dans certains pays à envahir les fonctions régaliennes (construction de prisons, intendance militaire etc.) comme elle l'était sous la monarchie.

Repenser la fiscalité

Nous devons au préalable réaffirmer que la fiscalité n'a pas pour but de corriger les inégalités ni de redistribuer les revenus.

La solidarité dont nous nous réclamons doit être recherchée dans la répartition primaire des revenus (limitation de l'échelle des salaires, limitation / suppression des profits et des rentes, uniformité des allocations) et dans la gratuité des services essentiels. Cela ne se fera pas du jour au lendemain. Le rôle redistributif de la fiscalité et des dépenses publiques perdurera et pourra même être affirmé, tout en préparant sa disparition par une politique des revenus, le développement de services communs et de la gratuité. ■

## Quelques pistes ...

- la progressivité pour financer les fonctions régaliennes et de cohésion sociale, sur les revenus et bénéfices, sur la richesse ou sur les consommations (si tenté que cela soit techniquement faisable)
- financement de l'intervention économique par les entreprises (solidarité inter-entreprises à travers une caisse autonome)
- financement des politiques d'orientation de la production par des taxes sur la consommation (comme la TIPP qui pénalisant l'usage du pétrole peut être affecté au financement des réseaux ferrés ou aux économies d'énergie)
- le financement de la protection sociale peut se partager entre l'imposition de la plus value (salaires, profits et rente) et la solidarité nationale au titre de la cohésion sociale ; la proportionnalité actuelle doit céder le pas à une forme, même limitée de progressivité (mais attention aux effets pervers).
- Le financement des biens et services collectifs doit rester divers et adapté à chaque usage : fiscalité directe et progressive, taxes sur les consommations, redevances (comportant éventuellement un barème fondé sur des critères sociaux)
- le prélèvement à la source, quitte à appliquer des régularisations, est plus en phase avec la réalité, donc plus facile à gérer pour le contribuable et rendant plus compliquée la mise en place de niches fiscales
- Créations d'agences spécialisées avec représentants des usagers et de la collectivité
- budgets participatifs
- comme outil de politique publique, remplacer systématiquement les niches et déductions fiscales inégalitaires et inamovibles, par des aides directes .



## A MANDELA

*Il arrive un temps  
si lourd  
où le poids de chaque contrainte du progrès  
chaque destruction des conquêtes sociales  
font entendre la musique de la danse des chaînes  
entendre et voir les échos d'un nouveau monde  
Ecoutez  
Poursuivez l'exploration des espoirs déchirés  
des réussites récupérées  
des belles folies confisquées  
Ecoutez et regardez  
les femmes et les hommes  
qui créent  
Le vieux monde joue en sourdine  
Ne comptez pas sur ceux qui restent les bras croisés  
« Le nouveau monde sera construit par ceux qui  
sont dans l'arène » \**

Jean-Jacques Coltice, 1-7-2012  
\* Nelson Mandela

# CHRONIQUE D'UN PHENOMENE EMERGENT

**P**our leur second rassemblement régional, le 30 Novembre sur le site des Vieilles Charrues à Carhaix, les « bonnets rouges » auront réussi encore une fois à rassembler un très grand nombre de manifestants, un mois après la manifestation de Quimper. Au delà de la bataille des chiffres (les organisateurs revendiquent 40 000 participants, la Préfecture leur en donne 17 000), force est de constater que ce

rassemblement a été un succès pour ses organisateurs; succès probablement alimenté en partie par son caractère festif et par le plateau qui se produisait sur scène, mais pas seulement. Qu'on le veuille ou pas, qu'on s'inquiète de ses bases idéologiques ou pas, pour l'heure, le mouvement des « bonnets rouges » constitue dans les faits un mouvement de masse en Bretagne; un mouvement de masse qui véhicule pèle-mêle un ensemble d'inquiétudes pour

l'avenir immédiat (en particulier dans des zones rurales qui se sentent marginalisées), de revendications contradictoires allant, dans un même élan, de la suppression de l'écotaxe à la fin du dumping social en Europe, d'intérêts de classes objectivement divergents.

Et c'est là qu'on mesure l'habileté des lobbies libéraux et productivistes (FNSEA, MEDEF...) d'avoir su détourner une colère sociale légitime en croisade antifiscale. La filière agro-alimentaire bretonne, qui représente 30% de l'emploi industriel de la Région, est entrée dans une crise profonde au moins pour une partie d'entre elle. C'est particulièrement vrai pour la Bretagne occidentale qui connaît depuis 2 ans une vague de plans sociaux portant sur des milliers d'emplois. Certaines des entreprises concernées sont de type capitaliste classique comme Doux, Tilly (volaille export), Marine Harvest (saumon); d'autres comme Gad et Boutet-Nicolas sont contrôlées par des coopératives agricoles dirigées par les représentants de la FNSEA. Pour la filière volaille, les patrons ont longtemps vécu et bien vécu sur la rente que représentaient les restitutions (subventions à l'exportation) de l'Union Européenne.

C'est dans ce contexte que le 18 Octobre, s'est tenue à Carhaix une réunion publique en présence de 600 personnes pour soutenir les salariés de l'agroalimentaire du secteur menacés de licenciement. Il en est ressorti la création d'un comité pour le maintien de l'emploi et c'est à cette occasion qu'a émergé le principe d'une grande manifestation à Quimper le 2 Novembre. Parallèlement, patronat, transporteurs et agriculteurs de la FNSEA menaient bataille contre l'écotaxe au nom de la « compétitivité de l'économie bretonne » (le premier portique abattu l'a été au mois d'Aout), entraînant avec eux un certain nombre de salariés de l'agro-alimentaire, y compris des délégués syndicaux de FO. Rapidement entre le 18 Octobre et le 2 Novembre on a vu les mots d'ordre changer de nature pour la manifestation de Quimper et se focaliser sur la lutte contre « l'étranglement fiscal », le « carcan réglementaire qui étouffe l'initiative ». En même temps, le comité pour l'emploi se muait dans les faits en comité « vivre, décider et travailler en Bretagne » agréé autour du maire de Carhaix les lobbies libéraux et productivistes de la Région (MEDEF, FNSEA, Chambre d'agriculture, Produit en Bretagne, représentants de la grande distribution...).

On ne fera croire à personne qu'on peut sortir du chapeau (c'est le cas de le dire) en 48 heures les milliers de bonnets rouges qui ont été distribués dans la Région autour du 2 Novembre. Le coup était bien préparé, récupérant et dévoyant au passage le symbole d'une des plus anciennes luttes pour la justice sociale et contre l'oligarchie que la Bretagne ait connue à la fin du 17ème siècle; une lutte qui, au travers de ses codes paysans, a préfiguré les cahiers de doléances de la Révolution

## QUE SE PASSE-T-IL À ASTEK SUD-EST ?

**D**epuis le début de l'année, Astek Sud-Est, (le deuxième plus important employeur de Sophia Antipolis), licencie ses salarié-e-s de retour de mission (Amadeus, Orange, Thalès...) à un rythme sans précédent. Déjà dix pour le premier semestre, les



Nous exigeons que le directeur général change immédiatement ses méthodes de gestion des salariés.

Les pressions exercées par les personnes qui mènent les entretiens préalables doivent aussi cesser ! Absence de considération, volonté de fragiliser ou blesser les salariés pour dissua-

der d'une contestation en justice. Et lorsque le dossier est vraiment trop creux, la direction propose des licenciements arrangés avec transactions, documents postdatés et autres manipulations qui fragilisent les salarié-e-s. Nous exigeons une gestion transparente des salariés en retour de mission ! Nous avons rapporté des millions aux groupes Astek & Robinson depuis des années. Notre société est capable d'absorber ces retours !

La période d'inter-missions fait partie du métier de la SSII et doit être utilisée pour le développement de la société et de ses salarié-e-s : formations, participation aux avant-ventes, projets internes sur des outils permettant l'amélioration de la gestion et du fonctionnement de la société... les solutions existent

La direction, elle, a d'abord essayé de licencier deux représentants du personnel, avant d'abandonner cette répression inadmissible.

Par contre, à cette heure, les deux élus sont toujours attaqués au pénal

**CONTRE LA REPRESSION : SOUTIEN À MATHIEU & ÉRIC !** ■

Correspondant

### Ce sont toujours les mêmes qui paient la note !

Ici, on vient nous parler de chantage « tu signes une rupture conventionnelle au minimum légal ou on te licencie », aux salariés qui reviennent de mission et qui ne veulent pas partir spontanément, on dit « on n'a encore rien contre toi, mais on va creuser »... Cela ne peut plus durer !

Nous refusons d'assister à ce DÉPART FORCÉ D'UN GRAND NOMBRE DE NOS COLLÈGUES, par des licenciements disciplinaires que nous considérons totalement abusifs.

# LES ALTERNATIFS RÉSOLUMENT POUR L'ARRÊT IMMÉDIAT DU NUCLÉAIRE !

Il est totalement stupide et insultant de considérer les milliers de personnes qui ont participé aux rassemblements des « bonnets rouges » comme des « nigauds », « des esclaves », voire de la graine de fascistes. A l'évidence, l'écrasante majorité d'entre elles appartiennent aux couches populaires, désespérées par une crise économique et sociale qui les écrase et à qui les forces progressistes, Gauche de transformation comprises, ont été jusqu'ici incapables d'offrir une perspective mobilisatrice à une échelle de masse. L'Union Départementale FO s'est retiré du mouvement; le MEDEF régional, rassuré par la reculade du Gouvernement sur l'écotaxe, a pris ses distance avec les « bonnets rouges ». Pour autant, s'il n'en est pas la force principale en termes d'effectifs, une fraction du patronat breton reste une force inspiratrice majeure de ce mouvement de révolte hétérogène, bien plus que l'UMP qui surfe sur les événement plutôt qu'elle ne les pilote.

C'est la fraction qui tourne autour de l'Institut de Locarn, cercle d'étude libéral qui réunit au niveau régional des chefs d'entreprises, des universitaires et à qui les élus socialistes de la Région ont longtemps léché les bottes. Ce sont aussi des entreprises réunies autour du label « produit en Bretagne » et les tenants de l'agriculture intensive et productiviste. Tous ces gens-là ont développé au fil des années une théorie selon laquelle les territoires à forte identité culturelle sont les seuls qui s'en sortiront dans le cadre d'une compétition économique mondialisée et revendiquée comme telle. D'où les discours récurrents sur « moins d'impôts », « moins de contraintes administratives et environnementales », « baisse du coût du travail »... Avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement socialiste marqué par l'inconsistance et la capitulation permanente devant les forces du capital, ils sont passés de la théorie à un début de mise en oeuvre à travers des événements que la Bretagne vient de connaître et sur un fonds. A preuve: l'annonce par le Comité de Convergence des Intérêts Bretons, où on retrouve les mêmes, de la sortie prochaine d'une plateforme revendicative en 10 points présentée comme « libérale et régionaliste ». Et le pire, c'est que ça marche, puisque le Gouvernement a confirmé un « assouplissement » des règles qui encadrent les extensions des élevages porcins, substituant une simple déclaration à la procédure d'autorisation d'installation classée au dessous de 450 places.

Dans ce morne paysage de la situation sociale et politique de la Bretagne, il y a quand même quelques lueurs d'espoir. Alors que le Gouvernement Ayrault annonce un « pacte d'avenir » pour la Région, une quinzaine d'organisations de défense de l'environnement viennent de s'adresser à des syndicats de salariés, à la Confédération Paysanne et à des associations de consommateurs pour porter ensemble un appel citoyen à la prise en compte des dimensions sociales et environnementales dans les politiques publiques. Un embryon d'alternative sociale et écologique à la logique libérale dominante. ■

Jean-Louis GRIVEAU

**A** la suite du congrès des Alternatifs des 9-10 et 11 novembre dernier, plusieurs critiques ont été exprimées au sujet de la résolution Ecologie : « Nucléaire et transition écologique et énergétique », proposée initialement par des camarades ardéchois-es. La première, plus de forme, consistait à s'étonner qu'une telle résolution soit proposée au congrès alors qu'il y avait des choses éminemment plus importantes à décider, à savoir l'avenir des Alternatifs dans ou dehors du Front de gauche et dans ou dehors le regroupement Ensemble

A cette remarque, nous voudrions objecter que le congrès était bien un congrès ordinaire. Et, donc d'un point de vue statutaire, censé définir à la fois des orientations stratégiques mais aussi politiques pour l'organisation. Vouloir limiter l'enjeu du congrès aux questions stratégiques et d'alliances nous paraît pour le moins restrictif. Par ailleurs, nous rappelons que la coordination générale du mouvement de fin septembre avait entériné le principe de cette résolution, sans que cela provoque d'oppositions.

Sur l'opportunité d'une telle résolution pour ce congrès, elle était rappelée dans l'avertissement :

« Pour la partie 1, il s'agit essentiellement de réaffirmer notre positionnement antinucléaire. En effet, depuis le congrès de Rouen de novembre 2010, il y a eu la catastrophe de Fukushima en mars 2011 avec toutes ces conséquences. Pour la partie 2, elle est plus détaillée afin de préciser un cadre et de définir des objectifs concernant notre conception de la transition écologique et énergétique, et ce, dans une démarche autogestionnaire. »

Par ailleurs, ce n'est sans doute pas un hasard que cette résolution ait été proposée par notre fédération. En effet, il ne s'agissait pas d'un

texte qui se limiterait à affirmer des principes et des vœux pieux déconnectés de tout ancrage et toutes pratiques militantes. Faut-il le rappeler, notre fédération est engagée activement dans de nombreux combats écologiques : Gaz de schiste, nucléaire, transition écologique et énergétique, Soutien à Notre-Dame des landes, luttes contre l'accaparement des sols (Camping Huttopia), pour la réouverture de la ligne de trains voyageurs sur la rive droite du Rhône (lutte offensive), etc. à travers une participation effective dans les différents collectifs avec deux référent-e-s pour chacun et dans l'ensemble des mobilisations sur ces terrains d'action.

La deuxième critique porte sur le fond et nous admettons qu'elle puisse susciter un débat. Pour ce qui est de la transition écologique et énergétique, nous rappelons que les Alternatifs n'avaient encore jamais adopté de textes sur le sujet et que nous accusions un retard d'élaboration réel par rapport à d'autres organisations mais également à la société elle-même (Cf. les mouvements de citoyen-ne-s et associations qui s'approprient cette question). Le texte proposé s'appuyait donc sur la base d'une élaboration locale, empirique et issue de confrontations de positions dans divers ateliers lors de forums et dans laquelle nous avons introduit largement la dimension autogestionnaire. Nous ne pouvons donc que nous féliciter que les Alternatifs aient adopté un texte précisant une orientation spécifique à notre mouvement au niveau national

Bien sûr, notre proposition de texte n'a pas été adoptée en l'état et alors qu'elle avait été envoyée dans les délais, seules deux propositions d'amendements avaient été envoyées ou remises juste avant la présentation de la résolution. Les autres amendements l'ont été à l'issue du débat. Le rapporteur,

en accord avec les camarades de la fédération, a fait le choix de soumettre l'ensemble des amendements au vote des délégué-e-s. Chacun-e pouvait donc se déterminer lors de la présentation et la mise aux votes. Il faut préciser que si un groupe de volontaires s'est réuni rapidement le samedi soir pour rédiger quelques propositions d'amendements, le rapporteur s'est retrouvé seul lors de la commission de résolution du dimanche soir...

Mais, c'est surtout concernant le nucléaire que le texte adopté semble poser problème. Tout d'abord, il est clairement rappelé que les Alternatifs s'inscrivent totalement dans l'« appel solennel » de mars 2011, ce qui n'avait pas été précisé dans le « Projet autogestionnaire » adopté lors de la conférence nationale de juin 2011 (Cf. rouge & Vert n° 327) et dont on sait que rien n'a été fait par les signataires et, en premier lieu le réseau Sortir du nucléaire, pour le faire vivre et dont la référence même a été oubliée. Il était donc important que les Alternatifs l'inscrivent dans leur positionnement politique et a fortiori pour le défendre au sein de « Ensemble-MAGES » ce qui a précisément été fait dans le cadre d'un amendement proposé par « Ensemble ! MAGES Ardèche » et adopté lors des assises nationales de novembre.

Mais, outre cet aspect, c'est particulièrement un amendement adopté :

« Une fois l'arrêt du nucléaire décidé, il faudra engager la transition énergétique pour réaliser la sortie du nucléaire si possible entre 5 ans et 10 ans. »

qui semble focaliser certaines attentions et susciter des commentaires. Cette phrase peut effectivement être interprétée et lors de la réunion qui a suivi le débat, le rapporteur n'a pas manqué de préciser que les Alternatifs avaient adopté une résolution lors d'une coordination générale qui se positionnait sur la base d'une sortie en 5 ans mais l'essentiel n'est-il pas de se positionner sur l'arrêt immédiat du nucléaire, ce qui impliquerait de toute façon une sortie sur plusieurs années. D'ailleurs, les rédactrice-s de l'« appel solennel » de 2011 ne le préconisaient-ils/elles pas quand ils/elles proposaient l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans en 6 ans (d'ici mi-2017), soit 42 sur 58 actuellement en fonctionnement en France ?

En conclusion, lors de notre congrès, ce n'est sans doute pas le texte idéal que les camarades ardéchois-es auraient voulu voir adopté mais nos délégué-e-s l'ont voté car il contenait suffisamment d'éléments de référence pour l'action militante au quotidien des Alternatifs. Nous avons notamment pu nous appuyer sur cette base lors de la réunion du collectif « Stop Tricastin ! » le 3 décembre dernier aux Vans, à laquelle pas moins de 6 militant-e-s des Alternatifs 07 étaient présent-e-s et lors des débats au sein de « Ensemble-MAGES 07 » lors de la préparation des assises. ■

**Pour les signataires ardéchois-es du projet de résolution Ecologie, Richard NEUVILLE**

# ASSISES

**A**près un jour et demi d'assises, un nouveau regroupement politique est né, « ENSEMBLE », Mouvement pour une Alternative à Gauche, Écologiste et Solidaire, Les Alternatifs ont pris part aux Assises, et, au sein d'Ensemble, vont pouvoir occuper tous les espaces, spécifiques et communs, qui leurs sont ouverts comme aux autres membres. Ce nouveau mouvement a décidé de faire son nid au sein du Front de Gauche, considérant qu'il était très important, compte tenu du contexte politique actuel, d'agir dans une certaine unité contre un ennemi qui nous est commun, et partant du constat qu'aucune formation n'est en mesure à elle seule d'obtenir l'hégémonie à gauche, et que l'émiettement des forces politiques de transformation nuit gravement à la santé du corps politique et social, et qu'il participe en retour à l'exaspération et au découragement général de la population.

Un jour et demi, c'est à la fois long et court pour mettre en place les premiers éléments qui vont permettre à cette structure de s'élaner dans la vie politique. Il faut simultanément bâtir les premières fondations tout en veillant à ce qu'elles ne compromettent pas le futur et ne soient par source de détournement ou d'impasse fonctionnelle; mais il faut aussi placer cette nouvelle construction dans une bonne orientation vis-à-vis de ses choix idéologiques, de sorte qu'elle soit en mesure d'apporter une lecture de l'actualité compréhensible par toutes et tous, qu'elle soit aussi en capacité d'apporter les premières pistes d'action pour l'avenir proche et plus lointain, et par là donner envie au plus grand nombre possible de venir la rejoindre pour s'associer à ses réflexions, à ses orientations et à ses actions.

À chaque pallier, toute cette élaboration doit bien sûr se faire avec l'accord de toutes et tous, ce qui nécessite une grande maîtrise des débats car il ne s'agit

ni d'exclure ni de marginaliser, ni non plus d'éviter la mise en débat, ce qui parfois nécessite de ne pas se prononcer sur certains points pour les repousser à plus tard sans chercher pour autant à les évacuer, simplement parce qu'il faut bien avancer et que tout ne peut pas être traité dans l'instant présent; le principe de ces assises est bien de valider une situation donnée, dans les conditions les plus démocratiques qui soient compte-tenu de l'état du mouvement à ce point d'étape. Enfin, il faut aussi faire connaître à nos voisines et voisins, et au-delà, ce qui se passe, quelles sont nos intentions, nos espoirs, nos craintes; enfin il ne faut pas non plus oublier d'inviter nos proches, ceux du FdG notamment, à partager le verre de l'amitié et puis aussi à faire savoir aux autres que nous existons et que nous avons la ferme intention d'intervenir et d'agir dans l'espace public commun. Ainsi, différentes étapes ont jalonné ces assises

La première matinée, consacrée à l'orientation du mouvement dans l'actualité politique, fut consacrée à la présentation et au débat autour du texte en référence mis à disposition des participants. À cette occasion fut évoquée la nécessaire réflexion collective se donnant pour objectif de mettre sur pied une politique qui fasse ressortir les éléments de synthèse entre crise économique, crise écologique et mouvement social, insistant en particulier sur le fait que la crise globale était habilement exploitée par les pouvoirs successifs de manière à faire reculer les avancées sociales, repoussant aussi toujours plus loin les réponses de fond portant sur la contradiction entre notre mode de développement et la réalité de notre condition humaine. De ces éléments de synthèse sortiront les éléments de base sur lesquels une hégémonie culturelle, sociale, politique, intellectuelle émergera, prélude à un changement politique en profondeur. S'agissant d'un travail de refondation, celui-ci se construira

# ENSEMBLE

avec le peuple, d'où l'obligation de se tourner vers la population pour construire avec elle le changement et conquérir avec sa participation active cette hégémonie culturelle large qui doit devenir notre objectif fondamental. La matinée s'est poursuivie avec diverses interventions alternant éclairages sur les mobilisations et prises de parole des différentes composantes politiques partie prenante du regroupement : situation en Bretagne, ACU, GA, mobilisations de la jeunesse, 30 ans de la marche pour l'égalité et contre le racisme, FASE, point fiscalité, GU, APEIS, violences faites aux femmes, Les Alternatifs, C&A, point sur la situation des Fralib. Cette première matinée s'est achevée par la présentation par Christophe Aguitton du nom «ENSEMBLE» du futur regroupement.

L'après-midi fut consacrée aux débats en commissions thématiques, reprenant chacun des points abordés dans les amendements déposés. Il s'agissait de faire le tri entre les amendements qui pouvaient faire consensus, ceux qui ne pouvaient être retenus, et ceux qui ne pouvaient être retenus pour l'instant mais devaient faire l'objet d'une réflexion plus en profondeur dans le mouvement. Ce tri effectué, les commissions de résolution ad-hoc avaient alors en charge d'aménager les textes de manière à les mettre en conformité avec ce qui ressortait des commissions thématiques. L'ensemble de ces confrontations s'est déroulé dans un esprit d'écoute et d'ouverture, recherchant systématiquement le plus large consensus possible, l'exercice s'avérant par moment délicat à mettre en oeuvre, tout particulièrement lors de la commission portant sur le nom du regroupement, thème sur lequel de nombreux délégués avaient reçu des mandats bien précis, votés en Coordination Locale et qui voyaient leurs interventions rejetées, l'une ou l'autre composante politique opposant son veto à telle ou telle appellation qu'elle estimait ne pouvoir retenir.

La matinée du dimanche 24 novembre fut l'objet de 3 commissions qui se sont déroulées simultanément et qui ont porté sur l'intervention de notre regroupement dans les municipales, dans les européennes, et sur les actions militantes à envisager. Elle s'est poursuivie par une plénière portant sur la présentation et l'adoption des conclusions et des textes

modifiés. Ainsi tous les amendements portant sur le texte Conjoncture ont été intégrés. Les amendements portant sur le texte Fonctionnement qui ont été rejetés seront reconduits lors des prochaines assises, de manière à ne pas éliminer les points qu'ils relevaient et laisser plus de temps pour en débattre en profondeur. L'orientation du texte sur les Européennes a été adoptée. Deux intervenants ont alors souhaité s'exprimer à titre personnel. Jeannette Habel tout d'abord, a fait part de son amendement, rejeté en commission des résolutions donc non retenu, portant sur une modification du texte Fonctionnement pour lequel elle demandait que ne soit pas indiqué le nombre de porte-parole mais qu'il soit plutôt fait référence à la désignation de porte-parole sans en préciser le nombre. Pierre Zarka a ensuite fait part devant l'assemblée plénière de son souhait de prendre grand soin à ce que l'équipe d'animation nationale soit élue «sur la base d'un contrat national très dirigiste», de manière à écarter les risques de se retrouver dans une situation dans laquelle cette équipe se mette à agir dans l'ombre et sans avoir à rendre compte au mouvement; son intervention s'est conclue par une demande de mise à l'ordre du jour de ce point à l'occasion de la prochaine Coordination Nationale de janvier.

La plénière s'est ensuite portée sur le nom du regroupement dont Christophe Aguitton était chargé de faire la présentation. Sans cacher les tensions évoquées précédemment dans ce texte, il a fait part des incompréhensions ressenties par les délégués. À cette occasion, il a révélé que l'appellation «Rouge & Vert» avait été défendue par plusieurs délégués, mais rejetée par deux composantes. Par contre, la demande d'inverser l'ordre du sous-titre entre Solidaire et Écologiste a été retenue.

Les premiers éléments de présentation du futur site internet du regroupement ont ensuite été présentés. L'idée générale est de faire de cet outil un élément d'expression qui puisse aider le mouvement à faire de la politique et lui facilite la tâche à cette fin. Son contenu sera ainsi organisé autour de trois éléments. Tout d'abord l'élément «Gestion des adhésions et des adhérents» qui traitera cette question de manière centralisée et automatisée. Puis l'élément «Informations», qui

regroupera les documents de référence et militants, les listes de diffusion, et l'inscription aux différents abonnements thématiques, selon les préférences des uns et des autres. Enfin l'élément «Débats», dont l'objectif sera de faciliter la parole et les échanges au sein du mouvement, en permettant en particulier aux courants et aux adhérents d'ouvrir leur propre blog, sans avoir à attendre une autorisation de quiconque, l'ouverture étant automatique après remplissage du formulaire adéquat. La plénière s'est poursuivie par la présentation de l'équipe d'animation nationale (EAN), puis par un balayage rapide de la situation des collectifs locaux déjà existants. Ainsi, 220 délégués ont participé à ces assises, venant de 70 départements, ce qui représente une centaine de collectifs déjà existants ou en cours de création, et manifeste dès à présent une certaine homogénéité de la présence du groupement sur l'ensemble du territoire. Un point toutefois s'avère préoccupant, celui de la faible représentation féminine. À ce sujet, Clémentine Autain insiste sur une règle qui s'imposera à tous et qui porte sur la participation à l'EAN, où la règle relative aux délégué-e-s élu-e-s sur la base de 2 femmes et 2 hommes par organisation, plus un couple mixte de suppléants (excepté pour l'ACU qui se dissocie de la FASE, a obtenu un couple mixte de représentants plus une ou un unique suppléant-e), impose à tout titulaire dans l'impossibilité de siéger, de ne pouvoir être remplacé-e que par son suppléant de même sexe. Pour finir, ces assises se sont achevées par l'approbation par acclamations, après lecture du projet de conclusion, de la création du tout nouveau mouvement «ENSEMBLE». Les applaudissements ont été fournis : une page se tourne et un nouvel avenir se déploie, plein d'espoir pour cet objet politique. Reste à présent à le faire vivre à tous les niveaux, et tout particulièrement localement, dans une démarche ouverte et dynamique, débordant largement ses propres frontières initiales, tant politiques que géographiques, de manière à tracer le chemin exigeant de la transformation de soi, de tous, du monde, transformation écologique, sociale, féministe, solidaire. ■

Pierre NOËL

site : ensemble-fdg

## EUROPE : L'AUSTÉRITÉ, TOUJOURS...

## PORTUGAL : À BOUT DE SOUFFLE

**A**près trois séjours au Portugal durant les années 1970, retour dans ce pays soumis, comme la Grèce, à une cure d'austérité. A Lisbonne et à Beja J'ai pu rencontrer des responsables syndicaux et politiques (Bloc de Gauche et Parti Communiste).

## Un appauvrissement sans précédent

Depuis le début de la crise financière mondiale, la grande majorité des Portugais a connu un fort appauvrissement. Le chômage a explosé : de 2009 à 2013, son taux est passé de 10% à 18%<sup>1</sup>. La précarité s'installe. En deux ans, le chômage partiel est passé de 144 000 à 261 000<sup>1</sup>. Le délai pour passer obligatoirement de contrats en CDD en contrats CDI a été rallongé de 3 à 6 ans. Si bien qu'aujourd'hui on trouve un million de travailleurs précaires<sup>2</sup> pour 11 millions d'habitants<sup>3</sup>. C'est pour les jeunes que la situation est la pire : en deux ans, leur taux de chômage est passé de 28% à 42%<sup>1</sup>. Pour ceux qui travaillent, le taux de précarité est de 40%<sup>4</sup>. Pour les vieux, on recule nettement l'âge de départ à la retraite : de 2009 à 2014, il est passé de 60 à 66 ans<sup>5</sup>. Les retraites des fonctionnaires vont baisser de 10%<sup>5</sup>.

Les salariés licenciés ont vu leurs indemnités de chômage, dont la couverture est de deux ans, baisser en 2011 de 80% à 60% de leur dernier salaire<sup>4</sup>. Mais seulement 40% des chômeurs sont indemnisés<sup>4</sup>. Certes, il existe un RMI dénommé RMG, de 419 € par mois (4), mais l'enveloppe lui étant consacrée est limitée, les bénéficiaires sont sélectionnés. Même si les prix sont, en moyenne, inférieurs à ceux pratiqués en France, il faut noter que le salaire minimum n'est que de 485€ et qu'il est gelé depuis 3 ans (4). Si à Lisbonne le prix d'un café est généralement de 0,60€, les prix du litre d'essence et du ticket de métro sont semblables à ceux de Paris.

Une politique budgétaire s'attaquant aux faibles

La politique d'austérité est imposée par la « Troïka » (BCE, FMI, Commission européenne) pour que l'État portugais paie sa dette, 130% du PIB<sup>6</sup>, ainsi que les intérêts. Les gouvernements successifs augmentent les prélèvements, diminuent les dépenses et privatisent. Mais les prélèvements supplémentaires sont particulièrement injustes : création en 2010 d'un impôt de 3,5% sur l'ensemble des salaires<sup>4</sup>, augmentation de la TVA. Par exemple son taux dans la restauration est passé de 16% à 23%<sup>4</sup>. En revanche les revenus du capital sont épargnés.

Ainsi, dans le projet de budget de 2014, 75% des impôts directs sont prélevés sur les salaires et seulement 25% sur le capital<sup>7</sup>. Au niveau des dépenses, les employés de l'État souffrent au moins autant que ceux du privé. Leurs salaires, sauf les plus bas, ont déjà connu une baisse de 7,5% depuis 2010<sup>5</sup>. Pour 2014, ils doivent encore diminuer : généralement de 12% et pour ceux du bas de l'échelle de 2,5%<sup>5</sup>. Les cotisations d'assurance-maladie des enseignants ont doublé<sup>5</sup>. Les budgets de l'Éducation et de la santé sont particulièrement touchés : -18% pour l'Éducation, -14% pour la santé entre 2010 et 2014<sup>8</sup>. De même, les budgets concernant les allocations familiales, les personnes âgées et l'insertion baissent. L'État réduit les effectifs de ses personnels notamment en licenciant les salariés précaires. Par exemple, en dix ans, le nombre d'enseignants a baissé de 50 000<sup>2</sup>. On bourre les classes : les effectifs maximum des classes ont été, dans le primaire comme dans le secondaire, augmentés de deux élèves. Une classe accueillant un élève handicapé voyait l'effectif maximum réduit de 5 unités : le dispositif est supprimé. L'État se désengage des universités : de 2000 à 2013, sa participation à leurs budgets a chuté de 77% à 59% (6). Le gouvernement vient d'annoncer une réforme de l'État qui, selon le responsable de la CGTP (Confédération Générale du Travail du Portugal) devrait aboutir à terme à la suppression de la moitié des 600 000 postes de fonctionnaires. Alors que le gouvernement vient de supprimer quatre jours fériés, il voudrait augmenter le temps de travail hebdomadaire des salariés de l'État de 35 à 40 heures. Au sujet des privatisations, ses prochaines visées sont les transports publics et la Poste vient d'être privatisée.

Une économie atone

La politique d'austérité se répercute sur la demande des consommateurs, et ce d'autant plus qu'avant la crise financière mondiale, les Portugais achetaient beaucoup à crédit : en effet, en 2010, l'endettement des ménages représentaient 103% du PIB, celui des entreprises, 177,5%<sup>1</sup>. La baisse de la demande provoque des licenciements dans le secteur commercial : 39 000 en un an<sup>6</sup>, les emplois dans les grandes surfaces ont diminué de 7%<sup>6</sup>. Tous ces licenciements provoquent par ailleurs une dégradation des conditions de travail pour ceux qui restent en place. Lorsque le Portugal est entré dans l'Union Européenne, grâce au faible coût de sa main-d'œuvre il a attiré de nombreuses industries, notamment

textiles. Mais avec la mondialisation de l'économie, les industriels ont trouvé des pays, notamment la Chine, où la main-d'œuvre était encore meilleur marché. Si bien que depuis quelques années, les industries se delocalisent. Ce qui laisse encore plus de salariés sur « le carreau ». Le mouvement social accompagnant la Révolution des Œillets (1974) avait permis d'augmenter la part des salaires dans le PIB : de 1973 à 1975, elle avait progressé de 49% à 65%<sup>7</sup>. Mais en 2012, ce chiffre est retombé à 48%<sup>7</sup> !

Les conséquences de l'appauvrissement La baisse de niveau de vie a de graves conséquences sociales. Le responsable de la Fédération Nationale des Professeurs m'a affirmé que le déjeuner gratuit servi aux indigents le midi, à la cantine de l'école, était pour un certain nombre d'élèves le seul repas de la journée. Le taux de pauvreté infantile est de 29%<sup>9</sup>. Avec la crise, de nombreux ménages devenus insolubles sont expulsés du logement qu'ils avaient acheté. Le Portugal n'ayant quasiment pas de logements sociaux, et les allocations logement étant inexistantes, la plupart de ces expulsés sont recueillis par des membres de leur famille dans des logements, qui, au Portugal, sont souvent petits. Durant mes promenades à Lisbonne j'ai pu voir un bidonville ! Cet appauvrissement provoque, comme dans les années 1960, à l'époque où le Portugal était sous-développé, une émigration massive : l'année 2012 a ainsi battu le record de 1966 : 121 000 départs<sup>8</sup>. Mais, à la différence des années 1960, ce sont maintenant surtout les jeunes diplômés qui s'expatrient. En 2012, la moitié des 25-34 ans, titulaires d'une licence, étaient au chômage. Les pays de destination se sont diversifiés. En plus des pays européens, les émigrants partent en Angola, au Brésil, en Australie... Certains jeunes retournent à la terre, notamment pour pratiquer l'agriculture biologique : dans l'Algarve, en un an, le nombre d'installation d'agriculteurs a été multiplié par 4<sup>6</sup>. La multiplication récente du nombre de cafés-pâtisseries est également la conséquence de la situation de l'emploi. L'émigration des jeunes et leur précarité ont des conséquences démographiques : de 1990 à 2012, le nombre des naissances a chuté de 120 000 à 90 000<sup>7</sup>, devenant ainsi inférieur à celui des décès : 108 000<sup>7</sup>.

## Un système Éducatif à la peine

Au moment du déclenchement de la Révolution des Œillets, la population portugaise était en grande partie analphabète, le régime salazariste ayant

maintenu volontairement celle-ci dans l'ignorance : 29% de la population adulte était analphabète en 1970<sup>10</sup>. Depuis cette date, l'enseignement s'est beaucoup développé au Portugal et aujourd'hui les autorités n'acceptent plus que les familles n'envoient plus leurs enfants à l'école. La mobilisation des enseignants durant la révolution des Œillets avait abouti à l'élection du chef d'établissement par les enseignants concernés. Mais au fil des années, l'État a laminé cette forme autogestionnaire qui a fini par mourir en 2009. Aujourd'hui l'enseignement est théoriquement obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans. Mais au dire du responsable de la Fédération Nationale des Professeurs, les échecs scolaires sont nombreux. Si bien que la règle des 18 ans n'est pas complètement appliquée. Cependant, les élèves restent motivés par l'école jusqu'au niveau équivalent au brevet français. En 1977, 11% d'une classe d'âge entrait à l'université<sup>10</sup>, aujourd'hui 30%<sup>5</sup>. Mais ces dernières années, les conditions financières des étudiants se sont fortement dégradées en raison du désengagement de l'État : aujourd'hui, le tiers du budget des universités est financé par les droits d'inscription<sup>6</sup>. En conséquence certains étudiants s'endettent fortement : 17 000 d'entre eux doivent en moyenne 12 000€ à leur banque<sup>2</sup>. Le Portugal connaît une certaine vitalité culturelle avec, dans une ville comme Beja (36 000 habitants<sup>3</sup>), nombre d'activités et de manifestations. Dans les petites librairies de Lisbonne, j'ai pu constater une variété de l'édition, notamment en ce qui concerne les sciences humaines. Lors d'une manifestation, j'ai vu une pancarte qui revendiquait le « 1% pour la culture » dans le budget de l'État.

### La place des femmes

La condition des femmes s'est beaucoup améliorée et la pression de l'Église a reculé. Même dans les milieux révolutionnaires, dans les années 70, l'égalité des sexes était loin de prévaloir. Par exemple, dans les grandes fermes autogérées de l'Alentejo, résultant de l'expropriation des latifundia par les ouvriers agricoles, les salaires étaient différents selon le sexe : les femmes touchant moins que les hommes. a élaboré afin d'aboutir à l'égalité salariale quel que soit le sexe. Alors qu'en 1998, le référendum sur la légalisation de l'avortement avait donné un résultat négatif, celui de 2008 sur le même sujet a donné le résultat inverse. Le Portugal a adopté le mariage pour tous avant la France. En lien avec le développement de la scolarisation, les comportements

des femmes ont beaucoup changé et les rapports hommes-femmes sont devenus beaucoup plus égaux ; plusieurs de mes interlocuteurs me l'ont confirmé. C'est ainsi qu'il faut interpréter le fait que, suite aux élections municipales de septembre 2013, 7 des 14 maires du Bas-Alentejo sont maintenant des femmes<sup>6</sup>.

### Un fort mouvement social qui n'aboutit pas

La politique d'austérité imposée par la troïka ne s'est pas réalisée sans réactions. Les journées de grèves générales accompagnées de manifestations ont été nombreuses. En plus de ces actions syndicales, des manifestations « citoyennes » rassemblent autant de monde. Les mobilisations les plus importantes ont eu lieu en septembre 2012 et en mars 2013. Une de ces manifestations a, selon un militant CGT, rassemblé 300 000 manifestants place « Comercio » de Lisbonne. Le 15 septembre 2012, il y aurait eu un million de manifestants dans l'ensemble du pays. Si la syndicalisation est moindre dans le secteur privé que dans la fonction publique, les travailleurs du privé étaient très présents dans ces cortèges d'envergure. Pendant mon séjour, durant cinq week-ends consécutifs Lisbonne a connu des manifestations. Mais les deux auxquelles j'ai participé n'avaient pas l'envergure des précédentes. Les deux principales revendications de ces manifestations étaient la modification du projet de budget 2014 et la démission du gouvernement. On réclamait un nouveau « 25 avril » (1974). La troïka était particulièrement mise en accusation : « pas de démocratie sans souveraineté » disait une pancarte. D'autres dénonçaient l'exploitation et l'appauvrissement ou encore elles demandaient la tenue d'un référendum sur la sortie de l'euro. Durant mon séjour la Poste et le métro de Lisbonne ont fait 24 heures de grève contre le projet de privatisation. Le jour de la grève du métro, aucune station n'était ouverte. Les fresques que j'ai pu voir ici ou là dans les rues m'ont rappelé la Révolution des Œillets. Si les manifestations n'ont, selon mes interlocuteurs syndicaux, que très rarement obtenu directement quelques résultats, en revanche le Tribunal constitutionnel a, à cinq reprises, annulé des mesures antisociales. Ces verdicts ne sont-ils pas la conséquence des mobilisations ? Ce tribunal est actuellement sollicité pour annuler le projet de budget 2012 car il suit le diktat d'institutions étrangères, or la Constitution issue de la Révolution

des Œillets prévoit la souveraineté du Portugal. La présence des jeunes dans les manifestations était faible. Comme me l'a expliqué un jeune manifestant, les jeunes ne croient plus à la politique, « les manifestations sont devenues des routines » me dit-il.

### Des élections qui chassent les sortants

Le Parti Socialiste qui avait initié la politique d'austérité a été balayé aux élections législatives de 2012. Il a été remplacé par une coalition de droite (PSP-CDS) qui, malgré ses promesses électorales, a poursuivi la même politique que le PS. De ce fait, aux élections municipales de cette année, les partis de cette coalition ont connu un revers au profit du Parti Socialiste mais aussi du Parti Communiste qui, allié au Parti Écologiste Vert, a remporté de nouvelles municipalités (Evora, Beja...). À quand le changement ?

Si la majorité des Portugais s'appauvrissent, ce n'est pas le cas de tous. Comme dans les autres pays, avec le capitalisme les inégalités s'accroissent. On m'a signalé que les restaurants de luxe étaient toujours autant fréquentés. Mais les inégalités sont particulièrement fortes au Portugal : ce pays a le plus fort coefficient de Gini au sein de l'Union Européenne<sup>11</sup>. Comme dans d'autres pays européens, les mesures d'austérité ont provoqué de grosses manifestations et grèves ponctuelles. Mais comme ailleurs, compte tenu de l'intransigeance des gouvernements la lassitude est réelle. Mais au Portugal, le mouvement social pose la question du pouvoir politique et réclame de nouvelles élections législatives. En revanche, le mouvement d'expulsion des patrons et des propriétaires qui avaient eu cours en 1975, notamment dans les chantiers navals et les latifundia, n'est pas pour le moment en cours. ■

**Jean-François Le Dizès**

Auteur de « Globe-trotter, carnets de voyage d'un bourlingueur militant », 2007, Éditions L'Harmattan

(1) « A crise, a troika e as alternativas urgentes », éditions Tinta da China, août 2013, Lisbonne

(2) Bloc de Gauche

(3) Wikipédia

(4) CGTP (Confédération Générale du Travail du Portugal)

(5) Fédération Nationale des Professeurs

(6) Le quotidien « Publico », Lisbonne

(7) « Avente », organe du Parti Communiste Portugais

(8) Le quotidien « Diaro de noticias » Lisbonne

(9) UNICEF

(10) L'état du monde 1982, éditions Maspéro, Paris

(11) <http://www.statistiques-mondiales.com/index.html>

# Chronique d'une occupation réussie

Lors de mon long séjour estival en Grèce, je reprends le contact avec l'assemblée populaire de Guizi, mon quartier au centre d'Athènes. Depuis le « mouvement des places » de l'été 2011, la consigne donnée chaque soir à la fin de l'assemblée à Syntagma d'y revenir certes, mais de créer aussi des assemblées populaires dans tous les quartiers a fait naître un fort mouvement dans tout le pays. Une quinzaine d'assemblées continuent à se réunir toutes les semaines dans la région d'Athènes et celle de Guizi est parmi les plus dynamiques.

Début juillet, lors d'une réunion hebdomadaire, nous apprenons que la mairie d'Athènes va fermer le centre culturel et athlétique du quartier car l'immeuble sera transformé en tribunal. Des usagers nous disent que le déménagement du matériel du centre est imminent. Nous décidons d'intervenir en organisant l'affichage de tracts diffusant cette nouvelle dans les rues du quartier et surtout la collecte de signatures pour une pétition qui s'oppose à la fermeture du centre. Pendant une dizaine de jours, nous parlons avec les habitants devant les supermarchés, lors des marchés publics, dans les rues. Ils sont souvent choqués, c'est le seul centre de vie collective qui existe dans ce quartier populaire et il sert aux adultes, aux jeunes

et aux enfants. Les signatures s'accumulent, 1245 personnes viennent de signer. Nous appelons à une assemblée d'information devant le centre pour le 9 juillet, où la décision d'essayer d'intervenir lors du conseil municipal du 11 juillet est prise par une soixantaine de participants réunissant à la fois des membres de l'assemblée et des usagers du centre. La décision est prise sans vote, par le simple fait qu'il n'y a pas d'opposition. Les règles de la démocratie directe s'appliquent sans apprentissage préalable. Vers la fin de la réunion une dame dit : « Y a-t-il d'autre solution que l'occupation ? »

Après l'échec de la prise de parole au conseil municipal où on nous explique qu'il faut s'inscrire à l'ordre du jour pour la fin du mois une assemblée est à nouveau réunie. Cette fois la parole qui circule prend la forme de questionnements autour de l'idée de l'occupation, idée qui a sûrement travaillé nos consciences depuis l'autre jour : « Sommes-nous capables d'organiser une occupation, sommes-nous assez nombreux ? », « S'ils envoient les MAT, -les CRS grecs-, sommes-nous prêts à les affronter ? », « Qui peut rester ici la nuit ? », « Qui peut être présent tôt le matin si les camions viennent pour le déménagement ? » Personne ne formule de réponses à ces questions. Elles restent

suspendues, mais agissent en profondeur...

Soudain une voix se lève : « Allons-y » Nous nous tournons et comme une seule personne, sans parler, nous gravissons les marches qui mènent à l'entrée du centre, au premier étage. Mon cœur bat très fort. Je sais que je suis en train de vivre quelque chose d'unique, la force inouïe qu'entraîne l'action collective. Je pense que c'est ainsi que se passent les moments d'insurrection, sans parole d'un chef, par mise en mouvement du corps et de l'esprit. Au premier étage un petit groupe de femmes parmi les usagers du centre s'active, cherche de feuilles de papier, de stylos et commence à recueillir les prénoms et les numéros de téléphone des présents. L'une des feuilles se divise en cases de trois heures sur vingt-quatre afin d'organiser les tours de garde. Je m'inscris pour le lendemain, aux heures de la sieste. Très rapidement, il n'y a pas de cases vides. Tous et surtout toutes veulent participer. Le gardien du centre téléphone à la mairie pour informer de l'occupation. Nous allons l'entendre dire au téléphone toutes les deux heures à voix basse : « Oui, ils sont toujours là ! »

Des activités variées seront organisées presque tous les soirs pendant quinze jours devant le centre culturel, transformant

cet espace en un lieu d'une fête joyeuse : nombreux débats, projections de films, représentations théâtrales par des troupes bénévoles, danses traditionnelles par un groupe formé au centre,, ateliers de peinture pour les nombreux enfants présents, soirées musicales avec repas préparés par les convives...

## Hollande en Palestine et Israël : paroles, paroles, paroles... A quand les actes ?

**H**o Lors de son récent voyage, F. Hollande a beaucoup parlé. Certes, il a réaffirmé le droit des Palestiniens à avoir leur propre État avec Jérusalem-Est comme capitale et il s'est dit opposé à la colonisation. C'était bien le minimum : c'est la ligne constante de la diplomatie française depuis des décennies. Mais au-delà de ces affirmations de principe qu'a-t-il et que n'a-t-il pas dit ?

Il a rendu un hommage fort à la démocratie israélienne en oubliant de rappeler les discriminations dont sont victimes les

citoyens israéliens d'origine palestinienne qui représentent -ce n'est pas négligeable- un cinquième des habitants d'Israël et sans évoquer non plus l'expulsion en cours de 40 000 Bédouins du Néguev de leurs villages. On peut remarquer aussi la composition fortement déséquilibrée de la délégation : de nombreux soutiens à Israël -dont les chefs d'entreprise complices de la colonisation- et de trop rares personnes privilégiant le règlement du conflit par le droit. Ce n'est pas ce que nous attendions de ce voyage. La France doit reconnaître l'État

de Palestine comme l'on déjà fait 130 pays dans le monde. Elle doit s'opposer fermement à la colonisation et non par des petites phrases sans effet sur le pouvoir israélien ; elle doit cesser de soutenir le gouvernement israélien et renforcer son soutien et sa coopération avec l'État de Palestine. Enfin, au plan intérieur, le gouvernement français doit abroger immédiatement la circulaire scélérate Alliot-Marie sur le boycott des produits des colonies israéliennes. ■

Les Alternatifs  
le 26 novembre 2013

Au bout d'une semaine, une réunion est proposée avec les « élus de notre collectif ». La réponse qu'il n'y a pas d'élus car nous fonctionnons en assemblée générale étonne, mais enfin une réunion publique est organisée et nous sommes de nouveau tous présents. Les explications des responsables sont évasives. Ils insistent surtout sur les besoins du ministère de la défense en locaux, mais ce qui ressort est que le besoin de la population pour un lieu de culture et d'athlétisme ne constitue pas vraiment une priorité pour eux. Par contre, les très nombreuses interventions du public sont d'une remarquable qualité. Une

## TRIBUNES LIBRES

jeune femme déclare que si ses enfants peuvent faire de la musique et de la danse au centre, elle est sûre qu'ils n'auront pas besoin plus tard de tribunaux. A-t-elle lu Victor Hugo ? Je pense que c'est d'elle-même que surgissent ces paroles. La mère de deux jeunes jumeaux explique que, même si elle n'a pas fait d'études supérieures, elle est certaine de la nécessité d'un centre culturel dans le quartier et qu'on la trouvera en première ligne en cas de tentative de déménagement. D'autres précisent qu'étant au chômage, ils ne partiront pas en vacances et seront présents tout l'été pour protéger le lieu. Un jeune homme avec une parole très incisive fait remarquer que les responsables préfèrent parler d'athlétisme, en négligeant la dimension culturelle du centre, car ils ne sont pas capables de concevoir qu'il s'agit en fait d'un vrai centre de vie...

La prochaine séance du conseil municipal est le 25 juillet. Cette fois les procédures officielles d'inscription à l'ordre du jour sont accomplies. Trois volontaires sont à l'intérieur de la mairie pour défendre notre cause et apporter les listes de signatures. Nous sommes à l'extérieur avec nos panneaux, nos tracts pour les passants et notre hautparleur. A l'unanimité le conseil décide le maintien du centre culturel avec un contrat de 5 ans !

Devant la catastrophe qui afflige la Grèce et qui s'empire au jour le jour, ce n'est qu'une toute petite victoire. Mais pour celles et ceux qui l'ont vécue le rapport à la lutte collective et à l'espoir de changement est profondément modifié et, j'en suis certaine, c'est autrement que ces femmes et hommes élèverons leurs enfants. ■

Lena Grigoriadou

### Nucléaire militaire : après l'accord avec l'Iran, qu'attend-on pour s'occuper d'Israël

**O**pposés au nucléaire civil comme militaire, Les Alternatifs considèrent l'accord entre l'Iran et le groupe des 6 (Allemagne, Chine, États-Unis, France, Grande Bretagne et Russie) comme positif. Il est un frein à la prolifération nucléaire mais il demande confirmation. Un autre point positif est la levée – à terme – de l'embargo dont est victime la population iranienne. Mais la principale menace nucléaire au Proche et au Moyen-Orient n'est pas la future et hypothétique bombe iranienne c'est la bombe israélienne qui, elle, est bien réelle et depuis longtemps : Israël possède entre 150 et 200 têtes nucléaires et les vecteurs nécessaires pour frapper tout adversaire

potentiel, ce qui en fait la 5ème ou 6ème puissance nucléaire mondiale, à égalité avec la Grande Bretagne. Israël n'a jamais reconnu posséder cette bombe (obtenue grâce à l'aide française puis étasunienne) et a refusé de signer le traité de non prolifération nucléaire (T.N.P.N), ce qui le met à l'abri des contrôles de l'A.I.E.A. (agence internationale de l'énergie atomique) ! Israël doit signer le T.N.P.N., permettre le contrôle de ses installations nucléaires par l'A.I.E.A et démanteler son arsenal, principale menace pour la paix au Proche-Orient. Non à la bombe atomique en Israël comme ailleurs. ■

Les Alternatifs,  
le 26 novembre 2013

Le congrès des Alternatifs a été l'occasion de l'expression de positions diverses, se traduisant par la présentation de trois textes d'orientation.. Les Alternatifs assument la diversité : «Rouge&Vert» publie donc plusieurs tribunes libres d'après-congrès et d'avant coordination nationale la reflétant.

## INVENTER ET EXPERIMENTER

**A**près le congrès des Alternatifs et le lancement du regroupement Ensemble, il nous faut définir, dans ce nouveau contexte, la place, les modalités de fonctionnement des Alternatifs

### 1/ Notre place dans Ensemble.

Les Assises des 23 et 24 novembre ont été une avancée réussie. Les textes adoptés combinent construction progressive de collectifs de base et présence a divers niveaux des courants constitutifs. Ainsi, des camarades seront investis dans les diverses instances d'Ensemble

Leur rôle, comme celui de tous/tes ceux et celles s'engageant dans Ensemble, est de participer a la construction du mouvement, et de porter nos orientations sur plusieurs points clés - assumer au sein d'Ensemble la participation des Alternatifs au Front de Gauche et à sa mutation démocratique, mais ne pas s'enfermer comme groupe de pression au sein de ce front, viser des rassemblements sociaux et politiques larges

- peser dans le sens du refus de l'«économisme», notamment en défendant un projet autogestionnaire écolo et alternatif radical

- être conséquent-e-s avec notre démarche de «révolution longue» en participant aux expérimentations et réflexions autogestionnaires, en les popularisant, en les soutenant

- contribuer à une participation aux mobilisations. C'est un enjeu décisif pour s'adresser à de nouvelles générations et a des secteurs militants qui ne soient pas principalement des «ex» de diverses organisations politiques. Il sera aussi nécessaire de faire circuler le maximum d'informations, et d'ana-lyses du processus. Ces informations et échanges seront utiles à toutes et tous , quelles/ ils soient ou non (encore) investi-e-s dans Ensemble, ils seront aussi un apport précieux pour la commission d'évaluation pluraliste que nous mettrons en place lors de la coordination des 11 et 12 janvier.

### 2/ S'enrichir de la pluralité de nos investissements

A la différence des autres courants construisant Ensemble, tous et toutes nos adhérentEs ne sont pas engagé-e-s dans le processus, même si les Alternatifs en tant que courant le sont suite aux décisions adoptées lors du congrès des 9, 10 & 11 Novembre.

Il nous faudra donc combiner la présence de notre courant

et de nombreux/ ses militantEs dans Ensemble, la prudence d'autres camarades, l'existence de collectifs militants des Alternatif restés en dehors de ce regroupement

rapidement assuré par celles et ceux qui adhéreront (dont de nombreux/ses Alternatifs)

R é o r g a n i s e r nos moyens de communication, de diffusion de nos idées

La coordination, des 11 et 12 janvier sera l'occasion de faire le point sur cette diversité.

Assurer la réussite des coordinations nationales

Un nouveau mode d'organisation est à inventer. Il sera utile et dynamique si nous substituons une logique « additive » à une logique « soustractive ». Le temps gagné à ne pas nous soupçonner mutuellement de reniement ou de culte de la marginalité sera précieux. Nous pouvons et devons combiner et valoriser l'engagement des membres des Alternatifs dans Ensemble mais aussi dans d'autres lieux politiques, par exemple la Foire à l'Autogestion., ou des expérimentations sociales et écologiques

Assurer l'organisation de journées d'étude et de journées ou université d'été des Alternatifs, décider rapidement du calendrier et des modalités, en lien avec des formations d'élus

**4. Inventer des modes nouveaux de coordination et de production d'idées**

Un collectif d'animation large qui ne reposera pas sur la reproduction de nos clivages de 2012 et 2013, mais sur l'engagement commun pour aider à la coordination, à la production d'idées, à l'échange et à la popularisation de projets et initiatives

3. Inventer un nouveau fonctionnement, en décider dès la coordination des 11 et 12 janvier

Un vrai comité de rédaction pour notre presse.

Une réflexion sur notre travail thématique.

Le premier enjeu est de définir un budget dans les conditions nouvelles de l'engagement dans Ensemble

Une commission pluraliste d'évaluation de nos engagements.

Des coordinations efficaces, conviviales, riches en débats, en propositions.

Définir les modalités de financement des Alternatifs, en permettant la participation de tous et toutes, qu'ils / elles cotisent ou non à Ensemble. Définir l'aide financière du courant Alternatif à Ensemble dans la phase de lancement du processus, étant acté que le financement d'Ensemble devra être

Réfléchissons et proposons, toutes et tous seront nécessaires au travail à engager.■

**J.-J. Boislaroussie,  
J. Fontaine, P. Gayral,  
R. Neuville,  
R. Merieux,  
H. Mermé,  
P. Noël, J. Thomas  
signataires du texte  
d'orientation 2**

# Les Alternatifs, dépasser la nostalgie et oser le métissage...

Outre les activités qu'il nous plait de proroger ou de démarrer, il est de la responsabilité de tous, aux Alternatifs, de prévoir, à tous les niveaux de fonctionnement d'Ensemble et dans toutes ses instances, des propositions d'un apport autogestionnaire.

**C'est aussi en travaillant conjointement, «ex-majo» et «alter-mino», que nos activités pourront y inciter à l'approche féministe et écologiste que nous voulons. Y favoriser les relations avec les camarades des autres pays, penser l'Internationale. Proposer la mise en place d'économies alternatives au capital, au sein du groupe Ensemble, du FDG, et plus avant dans la société, par le biais des institutions que nos élu-e-s auront investi.**

Est-il besoin de décider en détail de ce que va devenir notre mouvement, en-dehors des conditions matérielles et de l'organisation nécessaires pour nourrir notre courant d'idée ?

N'est-ce pas le temps, avec son lot d'événements, l'inattendu, qui font les choses ? Vouloir trop définir le périmètre de notre engagement entretient un narcissisme malsain. Il faut laisser l'histoire faire son ouvrage.

Est-il nécessaire, par exemple, de préciser que les Alternatifs vont continuer à co-organiser les foires à l'autogestion ou autre activité bien ancrée dans nos habitudes, comme s'il avait été question de nous amputer de toute manifestation de nature à nourrir nos idées, sous prétexte que nous allons aussi les porter au sein d'un espace plus large ? Personne n'a besoin de demander la permission au PG ou à la Fase pour prendre part à un débat public conjointement avec le NPA, pour échanger lors de journées de réflexion sur des questions qui nous préoccupent, ni non plus pour « inventer et expérimenter ». Cette fausse approche des choses, qui veut que l'on souligne dans chacun de nos écrits internes, que les Alternatifs vont faire ci et ça en-dehors du FDG ou d'Ensemble et ci et ça à l'intérieur, n'est pas très stimulante politiquement et conduit à une impasse. Evitons donc que les propositions pour la construction des Alternatifs « nouvelle formule », ne nourrissent le débat usant du « Pour ou Contre le Front de gauche » et « Pour ou Contre Ensemble ». Ce type d'approche se répète à l'identique depuis un an, alors qu'à notre congrès, nous options pour l'entrée au FDG. Les échanges se sont gangrenés de reproches systématiques des uns envers les autres. Où en est l'intérêt ??

Les Alternatifs défendent des idées qui ont vocation à transformer le monde. Il n'est pas besoin d'agir comme si, en nous investissant dans un groupe plus large, nous allions immanquablement nous faire croquer ! Non, ceux qui ont voté pour l'entrée au FDG n'ont pas vendu leur âme au diable, mais opté pour la participation des Alternatifs à ce qu'ils considèrent comme un obligé de la

# UN CONGRÈS ... PAS COMME LES AUTRES

période actuelle, entre autre pour que l'alternative ne soit pas celle planifiée par le FN et par les fascistes.

Tout en s'immergeant dans la Fase, l'ACU a continué d'exister : les communistes unitaires se sont rencontrés lors d'AG. Ils ont édité des actes, écrits émancipateurs qui nous font tous progresser dans notre réflexion, sur le travail, sur l'alter-communisme, à la suite de journées thématiques qui rassemblaient des gens de toutes les régions. Leur pensée spécifique n'a pas disparu pour ce qu'ils ont produit du commun politique et organisationnel avec d'autres, ni d'avoir métissé leurs points de vue. Pas plus la nôtre ne doit se sentir menacée, si ce n'est par les effets pervers de son nombrilisme actuel.

Plutôt que nos coordinations d'avant, des rencontres nationales articulées autour de débats. Dans notre mouvement, la pluralité des points de vue a toujours posé quelques problèmes ; elle a aussi permis l'enrichissement. Nos échanges seront une base pour porter la réflexion en les lieux où chacun s'investit, à savoir (en vrac) : foires, associations et coopératives, groupes locaux d'Ensemble et du FDG, meetings divers, co-organisés avec ATTAC ou avec l'AL, le NPA, le PCF ou le PG, syndicats, collectifs de lutte ou autres lieux d'expression comme les maisons citoyennes, les cafés politiques, les cafés philosophiques. Notre prochaine coordination peut mandater des groupes qui proposeront les modalités matérielles de notre fonctionnement : notre journal, notre collectif d'animation, la gestion de nos finances, les conditions de notre production de supports (tracts, affiches, autocollants), nos rencontres estivales, sans oublier que ce qui nous lie avant tout, c'est le commun de nos quatre piliers, l'autogestion, le féminisme, l'écologie et la solidarité !

Veronika DAAE  
signataire du texte 2

J'avais rédigé ce texte à chaud, avant de me laisser submerger par le quotidien. Lors de ce congrès, j'ai assisté à un spectacle par moment assez décourageant, pour ne pas dire affligeant. Et j'ai entendu des mots tels que « enfermement », « fermeture », « fin des organisations », « il faut être raisonnable » et j'en oublie. Voilà pourquoi j'ai réagi avec vigueur en élevant le ton et disant : « on nous prend pour des cons ». En disant cela, j'ai exprimé spontanément mon sentiment **mon sentiment**, tout en étant persuadé que je n'étais pas le seul à avoir cette impression.

En effet, nous ne voulons pas d'Enfermement, mais le rassemblement dans la diversité ; nous ne voulons pas la fermeture, mais l'ouverture ; nous ne voulons pas être raisonnable, mais résolument utopiste.

Malheureusement j'ai constaté qu'en cours de congrès certaines et certains sont venus avec des **certitudes**, confortés en cela par un rapport de force en leur faveur et les votes qui en sont découlés.

Alors que, pour un certain nombre d'entre nous :

\* l'Autogestion c'est d'abord l'art de savoir écouter l'autre pour mieux le comprendre... Certes dans les résolutions finales, les « majoritaires » ont tenté d'intégrer dans les textes certaines propositions faites pour les « minoritaires ». Il faut acter cela comme un fait positif mais... on est loin du compte et les débats qui ont suivi laissent préfigurer une volonté évidente de liquidation des Alternatifs.

\* l'Autogestion c'est que concrètement et face à des positions aussi tranchées il aurait fallu se mettre autour d'une table, pour s'écouter les uns les autres, faire une synthèse, noter les convergences et les divergences, examiner ensemble ce qui fait consensus, rédiger un nouveau texte et non pas nous affliger un déferlement d'amendements, de votes...

Et c'est dans ce contexte que nous nous sommes laissés entraîner dans de longues discussions et des prises de position sachant d'avance que la « Victoire » entre guillemets était acquise

pour la « majorité ». Le grand souci consistait surtout d'éviter que les partenaires, les invités n'assistent pas au spectacle qui, somme toute s'est déroulé dans de pas trop mauvaises conditions.

Et... maintenant que reste-t-il à faire ?

En ce qui me concerne j'envisage de poursuivre le chemin avec les Alternatifs et avec d'autres dans leurs diversités, dans le cadre d'une **convergence**, d'un **réseau** souple, à échelle variable qui se construit de la base au sommet.

Je propose que certaines coordinations dans le futur soient décentralisées avec comme objectif non pas seulement de discuter des affaires courantes mais à nous ouvrir aux réflexions et aux expérimentations menées sur place.

Je propose également de faire l'inventaire des personnes ressources qui se retrouvent dans notre milieu pour nous permettre le cas échéant de profiter de leurs expériences et de leurs vécus.

Par ailleurs je repopose également de rédiger des fiches d'expériences, en fonction des actions menées sur place et de les reprendre dans la Banque du Rêve que nous avons symboliquement ouverte à Mulhouse.

Et enfin je demande que la prochaine coordination démarre par une formation à l'éducation populaire avec peut-être une application pratique pour l'animation du débat.

Quant aux camarades qui sont déçus par les perspectives actuelles et ... évidemment à toutes celles et ceux qui sont intéressés par la démarche de lancer une coopérative d'échanges de réflexions, d'idées et d'expériences innovantes qui en découlent. Ceci nous permettra tout en restant dans les Alternatifs et de jouer le jeu, d'échanger entre nous et avec d'autres nos utopies afin qu'elles deviennent réalistes.

Voilà quelques réflexions que je soumets à la réflexion et à la discussion.

Salü binander, ■

Roger WINTERHALTER  
signataire du texte d'orientation 3

## Un autre «Ensemble» dans l'Isère

**E**n Isère nous avons soutenu unanimement le texte d'orientation 3 car nous ne nous retrouvons pas dans le Front de Gauche. En effet, ici, dans les urnes et dans les luttes, nous militons souvent avec EELV, les collectifs locaux et le NPA comme avec les militants du PCF, même si sa direction locale fait alliance à Grenoble avec la frange la plus droitière du PS, le Modem et même d'anciens élus de droite, ex-collaborateurs de Carignon, le maire corrompu.

Nos alliances se concrétisent actuellement par la création d'une liste pour les municipales sur Grenoble avec des adhérents d'EELV, du Parti de Gauche, des collectifs d'habitants, et récemment un bon accueil de PAG (composante locale du FdG), de la GA et de la FASE. Cette liste a l'ambition de passer devant celle de l'équipe sortante, dirigée par le PS. Devant cette situation locale, comment se regrouper dans « Ensemble » au sein du Front de Gauche ?

A côté d'un PCF qui s'accroche à ses élu-es au point d'être capable de refaire liste commune dès le premier tour à Grenoble avec le PS, le « Rassemblement Citoyen » de Corinne Lepage et d'autres bien loin de l'écologie radicale

que nous voulons, notre rassemblement sera le seul à offrir une alternative rouge et verte aux électrices et électeurs de gauche et écologistes. Les autres composantes d'Ensemble présentes dans l'Isère (GU, GA et la FASE) cherchent en premier lieu l'union du Front de Gauche, mais elles nous rejoindront sûrement quand l'éclatement du FdG aux municipales sera annoncé dans quelques jours

Sans entrer dans d'autres questions de fond comme l'importance du vert et du violet (féminisme) qui ne sont pas également portés dans le futur pôle « Ensemble », ces seules considérations locales, qui existent dans d'autres villes, ne peuvent que nous pousser à demander le maintien des Alternatifs dans ce qu'ils ont encore de spécifique et de précieux à conserver : quatre piliers, mise en pratique de l'autogestion à travers l'autonomie des fédérations, décisions collégiales de la Coordination Nationale... Pour nous, les Alternatifs ne sont pas condamnés à disparaître. Il y a une place pour notre parti-mouvement dans la recomposition à venir des alliances électoralistes comme le Front de Gauche. ■

La fédération Isère  
des Alternatifs

# POUR LE MAINTIEN DES ALTERNATIFS

**P**arce que nous avons vécu le Congrès comme une réunion où tout était déjà décidé d'avance ;

Parce que nous avons le sentiment que, pour la deuxième fois, la précipitation vers un regroupement/fusion à terme dans « Ensemble » se traduira par le départ de certaines et certains d'entre nous et même de certaines fédérations ;

Parce que nous voulons prendre le temps pour mettre en place une organisation nouvelle, la plus large possible avec l'ensemble des organisations et des citoyennes et citoyens qui partagent les valeurs des Alternatifs et particulièrement l'écologie, l'objection de croissance et l'alterdéveloppement, le féminisme et l'autogestion en actes, ce qui, objectivement, nous impose de concevoir ce regroupement hors du Front de Gauche sans exclure les individus et organisations du Front de Gauche qui portent ces valeurs ;

**Nous réaffirmons, pour toutes ces raisons, le maintien du mouvement et rejetons l'idée de courants ou tendances.**

Pour cela, nous revendiquons la pérennité du parti-mouvement. Rien ne s'oppose à ce que des camarades rejoignent le Front de Gauche / Ensemble : chaque adhérente ou adhérent ayant la possibilité d'une double appartenance.

Mais ce n'est pas le parti «les Alternatifs» dans son entier qui doit se fondre dans «Ensemble».

Contrairement à nos camarades, nous ne pouvons imaginer que «Ensemble» corresponde au rassemblement large que nous souhaitons. Les organisations fondatrices sont presque uniquement des transfuges de partis politiques très classiques et leur rattachement au FdG peut être un facteur d'appauvrissement, notamment dans la lutte contre le nucléaire dont nous réclamons la sortie immédiate.

Nous préférons croire qu'il est urgent de retrouver un «toutes et tous ensemble» avec nos anciennes et anciens camarades et avec des sympathisantes et sympathisants et de faire vivre notre mouvement, notre journal, nos commissions et notre Université d'Été.

Toutes et tous ensemble, pour un parti mouvement portant et respectant les valeurs du féminisme, de l'autogestion, de la solidarité et de l'écologie.

Toutes et tous ensemble pour vivre l'objection de croissance et l'alter développement.

Toutes et tous ensemble pour l'autogestion en actes, y compris dans notre façon de militer. ■

Texte collectif  
pour «Continuer  
les Alternatifs» de  
signataires du texte 3

# D'UN BIDULE

Une invitation d'Alternatifs, d'ex-Alternatifs et de non-Alternatifs impliqués dans la création d'un nouvel objet politique, à destination des Alternatifs : Voila ce que nous voulons faire. Travaillerons-nous ensemble ?

Plutôt  
qu'à

choisir entre la marche forcée ensemble dans le Front (de gauche) derrière les révolutions mélenchoniennes<sup>1</sup> et le moelleux des pantouffes de la retraite anticipée, nous proposons les claudications d'un bidule bancroche. Il pourrait intéresser ceux qui ne se satisfont de ce que nous interprétons comme l'agonie des Alternatifs, mais aussi être un interlocuteur pour qui, au sein des Alternatifs, souhaite voir perdurer la recherche d'alternatives. Enfin, c'est à voir. C'est ce que nous vous proposons.

Rouge&Vert nous offre 6000 signes pour s'en expliquer auprès des Alternatifs et, nous l'espérons, les intéresser. 6000 signes, c'est très court. Une version plus longue est disponible sur notre site bidule.mx

## Et déjà 800 signes

Passons rapidement sur les raisons de cette **séparation** : Les Alternatifs revendiquaient de **marcher sur deux jambes** - l'une, les campagnes, les institutions, les discussions de Colonel Fabien, les échanges avec d'autres composantes de la gauche, le travail d'élus locaux ; L'autre les mouvements sociaux, la contre société, l'expérimentation etc ... Depuis longtemps déjà, **les deux jambes étaient de tailles inégales**. Les derniers choix majoritaires n'ont fait qu'achever le déséquilibre. Nous enregistrons ce choix. Ce n'est pas le nôtre. Nous avons donc décidé, plutôt que de nous lamenter sur la disparition de ce qui composait cet espace condamné, de le faire vivre. Et pour commencer nous réaffirmons la pertinence de l'analyse rouge et verte. **Vraiment rouge et vraiment verte** : Il n'existe ni capitalisme humanitaire ni croissance soutenable. C'est pourquoi la tâche d'élaboration d'un contre-projet nous semble centrale. **Ce projet de Révolution Lente procède par l'accumulation au quotidien de tous les éléments constitutifs de résistances et des pratiques alternatives aux potentiels émancipateurs jusqu'à basculement de la société.**

Ainsi d'entreprises latino-américaines reprises pendant une décennie sans patron et qui fonctionnent toujours, ainsi de l'expérience zapatiste, ainsi de modes d'organisation démocratiques pour des organisations de masse, très populaires et dans les luttes de terrain radicales (comme le Mouvement des Sans-terre au Brésil, Ektha Parishad en Inde), ainsi de luttes sociales démocratiques construites autour d'AG souveraines, ainsi de

déve-  
loppe-

ment de circuits de commerce hors du système dominant, d'espaces de gratuité, ainsi d'expériences de nouvelles pédagogies. Ainsi de nouveaux espaces de vie (squats, territoires occupés, nouvelles habitations...). Ainsi de médias alternatifs. Ainsi d'une irruption politique stambouliotte horizontale. Encore nous pensons qu'il faut lier ces expériences, les inter-pénétrer, qu'elles fassent système entre elles.

Ce travail, qui vise à la sortie du système capitaliste, il se fait aujourd'hui dans notre quotidien et ne nécessite pas le préalable d'une majorité parlementaire, une armée ou effondrement de l'état.

## 3000 signes

Dans ce cadre, notre travail militant, nous l'imaginons collectif, mais pas partidaire. Il ne s'agit pas d'être LE lieu. L'outil de la rupture mais d'y participer à notre mesure. Pour autant, il s'agit aussi de se poser les questions de structurations démocratiques. Même si des progrès techniques tel que les nouvelles technologies de la communication ou les outils collaboratifs numériques sont des soutiens de taille pour cette réalisation, notre structuration va nécessiter une vigilance démocratique réelle. Car ce bidule - nous l'appelons le « #Bidule » aujourd'hui. Le nom viendra quand il viendra, nous ne sommes pas une agence de com' - n'évitera la centralisation du pouvoir que s'il diffuse ce pouvoir, c'est-à-dire, s'il l'annihile. C'est un défi tant tout pousse à la délégation, aux hiérarchies, aux dominations, à la centralisation.

Et l'urgence électorale, les nécessités de représentation à l'extérieur, l'impérieuse obligation d'être le 24e signataire de tel appel peuvent être repoussés le temps de chercher. Il faut en effet fabriquer notre propre calendrier, sans être sourd et aveugle à l'actualité. Ne pas cesser, par exemple, de parler de la sortie du nucléaire ou du désenclavement des banlieues parce qu'une classe politico-médiatique considère que ce n'est pas dans l'agenda du moment. Mais s'intéresser aussi à ce qui est relégué, prétendument non-politique. Et de politiser des cadres de militantismes thématiques.

Voilà qui met au centre de ce projet, outre l'information, l'intellectuel collectif et la formation. Les premières hypothèses seraient de travailler à une ou deux rencontres annuelles pour travailler un thème, mais aussi en s'organisant de façon moins conventionnelle. Les axes, nous

## ALTERNATIVES

### POST-ALTERNATIFS

les connaissons déjà : l'écologie radicale, l'Autogestion, l'antisexisme et le féminisme, les pratiques alternatives... Bien entendu ce programme de réflexion et d'action n'est nullement en contradiction avec le militantisme local.

Notre approche, nous pensons qu'elle pourra intéresser les Alternatifs et ex-Alternatifs, mais aussi des militant-e-s d'autres organisation de l'écologie, la gauche alternative, l'extrême-gauche ou libertaire. Les premiers accueils sont d'ailleurs positifs..

#### 5400 signes, faut finir

L'objectif de ce Bidule n'est nullement de nous mettre en concurrence des Alternatifs (ni en être une tendance ou un instrument) . Notre finalité n'est pas le champs électoral et nous ne participerons pas aux débats sur la recomposition/décomposition des Alternatifs, d'Ensemble ou du FdG. Nous espérons que notre projet intéressera ceux qui quittent les Alternatifs et regrettent la disparition de ce qui en faisait sa spécificité. Nous espérons aussi

que nous partagerons ce projet avec des personnes restant, par ailleurs membre des Alternatifs. Nous pensons qu'il est même possible d'organiser ensemble des choses.

C'est une chose en devenir, un projet, un chantier, dont nous avons livré ici les premières briques. Le chemin est escarpé. D'autant qu'il n'est pas dans l'air du temps. Nous le prenons à peu . Mais nous ne prenons que l'engagement

d'essayer. Sans garantie. Nous vous invitons à le prendre avec nous. De toute façon, « Celui qui rame dans le sens du courant fait rire les crocodiles ».

*Nawal Badaoui, Louis Bertrand, Raphaëlle Brangier, Thomas Capron, William Elie, Vladimir Fisera, Bernadette Laval, Michèle Lemaitre, Jean-François Martin, Chris Perrot, Anne Teutroy et Roger Winterhalter (qui sont membres des Alternatifs),*

*Mathieu Colloghan, Henri Feral, Sabine Lasnier et Florian Rideau (qui ne sont plus membres des Alternatifs)*

*Pascale Balbo Mossetto, Neil Jobard et Mehdi Lévêque (qui n'ont jamais été membres des Alternatifs)*

1. Après avoir initié la « révolution électorale » puis la « révolution fiscale », quel sera donc le nouveau slogan galvaudant encore un peu plus la notion révolutionnaire ? La révolution des cotisations ? La révolution administrative ? La révolution de la réforme ?



Une version longue de ce texte, qui prend donc le temps de rentrer dans plus de détails est disponible sur le site du #bidule : bidule.mx. On peut aussi y prendre contact.

## LECTURE : CONQUÉRIR LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

Oui, la souveraineté alimentaire reste à conquérir. Certes, de nombreuses avancées dans cette conquête ont eu lieu depuis 1996 grâce aux mobilisations et aux travaux de la Via Campesina et de ses alliés : enrichissement du paradigme et du concept, mise en oeuvre d'alternatives concrètes...

Cependant, la permanence de la pauvreté et de la sous-alimentation pour une grande partie de l'humanité, les crises alimentaire et écologique comme les avancées de l'agro-business, rendent la souveraineté alimentaire de plus en plus nécessaire, alors même que la crise du système capitaliste offre des opportunités.

Le livre propose de prendre en compte et de valoriser la richesse du concept pour le traduire en nouvelles règles internationales fondées sur une convention onusienne instaurant un réel droit à la souveraineté alimentaire. Cette convention serait déclinée en de nouveaux accords commerciaux, remplaçant notamment les actuels accords de l'OMC concernant l'agriculture.

La mise en oeuvre de la souveraineté alimentaire au niveau international doit permettre d'autres

politiques, en priorité au service des nombreuses paysanneries pauvres et des consommateurs, au détriment de l'agro-business et pour la protection de la planète. L'ensemble de ces éléments permet d'évoquer des propositions en matière de stratégie : faire évoluer le rapport de force, élargir le mouvement, convaincre certaines institutions d'engager de nouvelles négociations à l'ONU puis à l'OMC ou dans une nouvelle organisation.

#### L'AUTEUR

Michel Buisson est agroéconomiste. Il a exercé ses activités dans plusieurs organisations, (à l'ISARA-Lyon pour la dernière), notamment sur les questions de politiques agricoles aux différents niveaux, du local à l'international. Militant altermondialiste (membre d'ATTAC, des Amis de la Confédération Paysanne...), il est depuis 2003, en relation avec différents réseaux, actif dans la promotion de la souveraineté alimentaire.



*La souveraineté Alimentaire de Michel Buisson édition L'Harmattan • 23 € • 220 pages*